



**DIRECTION AFRIQUE**  
BP 390 Dakar-Fann . Sénégal  
Tél. 221+ 869 19 69  
fax : 221+ 824 89 76  
<http://www.aide-et-action.org/>

# Education Pour tous en Afrique, innovations socio-éducatives et expertise nationale

Recherches-actions conduites par l'ONG Aide et Action  
au Bénin, Togo, Burkina Faso, Sénégal, Guinée et Madagascar  
(2005-07)

**Requête de financement**

**2005**

## Préambule

*Le présent document ne concerne que les actions entreprises en 2005 ; il a été conçu à partir d'une « Note d'opportunité pour une recherche de financement » plus globale, planifiée sur 2 ans et qui vise la soutenance de mémoires DHEPS fin 2006, début 2007.*

Dakar, avril 2005

# SOMMAIRE

Contexte	5
Justification	6
Objectifs poursuivis	9
Plan d'action	10
Calendrier prévisionnel	12
Acteurs impliqués, partenariats	12
Budget prévisionnel	13
Plan de financement	14
Annexes	15
1. Résumé des monographies	16
2. Changements observés en étape 1	26
3. Base de calcul du budget 2005	27
4. Présentation du DHEPS	32

## **RESUME**

<i>Intitulé</i>	<b>Education Pour Tous en Afrique, innovations socio-éducatives et expertise nationale.</b>
<i>Période</i>	<b>2005</b>
<i>Localisation</i>	<b>Bénin, Togo, Burkina Faso, Sénégal, Guinée et Madagascar</b>
<i>Objectif général</i>	Accompagner le changement des systèmes socio-éducatifs dans 6 pays africains en favorisant et valorisant des innovations de qualité, adaptées à leurs usagers
<i>Objectifs spécifiques</i>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. accompagner la réalisation de programme socio-éducatifs de qualité et innovants</li> <li>2. développer la capacité d'intervention et l'expertise de professionnel-le-s africain-e-s du développement socio-éducatif</li> <li>3. instaurer une dynamique durable de capitalisation sur les innovations socio-éducatives</li> <li>4. amplifier la mobilisation pour l'EPT, du niveau local au niveau international, par des échanges pratiques et scientifiques</li> </ol>
<i>Activités</i>	interventions de terrain ; recherches participatives ; formations de cadres ; médiation et échanges avec les partenaires ; capitalisations ; communication et plaidoyer institutionnel.
<i>Partenaires</i>	AIF, Collège Coopératif, Université Paris III, Ministères de l'Education...
<i>Budget</i>	78 868 €
<i>Plan de financement</i>	AIF: 56 717 € (72 %) Aide et Action : 28 316 € (28 %)

## CONTEXTE

Aide et Action<sup>1</sup> est une Organisation Non Gouvernementale qui agit essentiellement dans le domaine de l'éducation de base en Afrique, en Inde, en Asie du Sud-Est et dans les Caraïbes. Le projet présenté vise à soutenir les politiques éducatives mises en œuvre par les Etats et la société civile du Bénin, Togo, Burkina Faso, Guinée, Sénégal et Madagascar notamment par :

- un élargissement de l'accès à l'éducation
- l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des conditions de travail
- l'élargissement des alternatives éducatives pour une réponse plus diversifiée à la demande éducative et aux besoins des exclus du système scolaire
- le renforcement des capacités des communautés, des associations d'usagers de l'école et des acteurs de l'éducation pour une meilleure implication dans le système éducatif
- le développement de partenariats autour des questions éducatives et de la décentralisation

Le travail de Aide et Action s'inscrit dans le cadre du Forum de Dakar (avril 2000) et contribue à la réalisation des axes définis pour l'Education Pour Tous (EPT), les objectifs du Millénaire et l'Initiative Accélérée – EPT :

**Axe 1** : Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés.

**Axe 2** : Faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme.

**Axe 3** : Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante.

**Axe 4** : Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente.

**Axe 5** : Eliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite.

**Axe 6** : Améliorer sous tous ces aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Aide et Action travaille prioritairement à la réalisation des axes 2, 3, 5 et 6.

En 2003, voici quelques indicateurs pour Aide et Action dans la région Afrique :

- 11 pays d'intervention
- 15 programmes en Afrique
- 4 930 écoles touchées
- 989 000 élèves touchés
- 2 165 associations de parents d'élèves appuyées
- 148 centres d'alphabétisation et 48 centres de formation de jeunes appuyés
- 65 centres de la petite enfance soutenus

<sup>1</sup> <http://www.aide-et-action.org/>

Depuis 1999, l'ONG travaille sur différents axes visant à accroître l'impact de ses appuis :

1. Recherche d'innovations, d'alternatives socio-éducatives à des systèmes en crise
2. Développement d'actions cohérentes, articulées entre elles, de dimensions significatives, conduite sur la base de partenariats pluriels et actifs
3. Renforcement concomitant de la culture de l'évaluation, de la capitalisation et de la scientificité<sup>2</sup> à l'interne comme à l'externe, avec une forte participation des acteurs locaux et des actions d'influence sur les macrosystèmes.

## **JUSTIFICATION**

Différentes évaluations, des revues participatives ainsi que les Etats Généraux de 1998/2004 ont mis en exergue un certain nombre de points à améliorer : une plus grande ouverture sur les savoirs et cultures locales ; la nécessité de mémoriser et partager davantage les innovations socio-éducatives ; une intensification de notre plaidoyer pour une Education pour Tous de Qualité.

Pour accompagner ces changements, Aide et Action a choisi prioritairement de renforcer les compétences des cadres de terrain sur la base d'un engagement volontaire dans le domaine des sciences humaines appliquées au changement social. Ce processus sert à induire de nouvelles pratiques chez les partenaires. Le défi à relever tenait en une question : **comment renforcer sa capacité à réfléchir, prendre du recul, observer, écouter, trouver l'information pertinente, analyser, communiquer et démultiplier sans quitter son poste et dans des contextes complexes, instables ?**

Trois démarches ont été examinées : un apprentissage au fil des années, par l'expérience, ponctuée de séminaires ; des formations universitaires en sciences humaines, nécessitant de quitter son poste, voire de s'expatrier ; une formation continue par la recherche-action. La première option prend beaucoup de temps et n'offre pas toute l'efficacité requise, en terme de réinvestissements notamment; la deuxième perturbe gravement les interventions terrain et demeure très coûteuse ; elle participe parfois à la « fuite des cerveaux » vers les pays riches. La troisième option a été choisie en introduisant progressivement les concepts et méthodes de la recherche-action. Ce choix repose sur plusieurs raisons :

- une implication optimale des principaux acteurs de l'éducation
- un renforcement des compétences « in situ » des différents acteurs impliqués, notamment en ingénierie socio-éducative
- un développement des créativité sociales et une promotion d'innovations endogènes
- des changements socio-éducatifs raisonnés, répondant à des problèmes prioritaires pour les usagers
- une production de savoirs émergents, utiles à la fois pour les acteurs locaux, les décideurs et la recherche scientifique.

Ainsi, par effort propre, 6 pays/11 ont déjà engagé des travaux avec le concours du Collège Coopératif de Paris, organisme de formation pour adultes en sciences humaines<sup>3</sup>. Quatre ateliers ont marqué ce processus : en décembre 2000 au Togo pour 14 cadres nationaux ; en juillet 2002 au Bénin pour 30 cadres béninois, guinéens, sénégalais et malgaches ; puis en juin 2003 et en septembre 2004, à Madagascar et en Guinée, pour le même public. Ce parcours a permis d'obtenir des résultats significatifs<sup>4</sup>. Sur le plan individuel, les participant-e-s constatent un certain nombre de changements : développement de l'écoute, de l'observation ; humilité et remise en question ; prise de recul ; capacité rédactionnelle ; esprit scientifique et critique constructive des autres.

<sup>2</sup> « La promotion et le soutien pour une recherche en éducation basée en Afrique. Les politiques d'éducation doivent être ancrées dans la réalité africaine. Nous devons donc renforcer la recherche dans des domaines prioritaires pour l'Afrique. (...) (La recherche) doit identifier, analyser et résoudre les problèmes qui sont responsables par exemple, de l'exclusion (...) et qui sont liés à des structures et des politiques éducatives et culturelles, à des programmes scolaires et des pratiques d'enseignement. » in *Cadre d'action de Dakar*. Forum mondial sur l'éducation. Dakar, Sénégal, du 26 au 28 avril 2000. Paris, UNESCO, 2000, p 19.. p 30.
















<sup>3</sup> <http://www.cc-paris.org>

<sup>4</sup> cf. annexe 2 ; comptes-rendus d'atelier et de monitoring disponibles sur demande























Au niveau professionnel, les cadres ont un regard plus aiguisé sur leurs pratiques et sur celles des autres ; leurs capacités en terme de d'analyse, de critique objective, de capitalisation et de management formatif se sont accrues.

Collectivement, les acteurs locaux se mobilisent mieux ; ils développent une gestion plus autonome de leurs activités et résolvent les problèmes de façon participative. Les solutions endogènes émergent plus facilement et s'accompagnent d'un certain éveil identitaire.

Pour finir, cette première étape a produit 23 monographies<sup>5</sup>, point de départ de recherches plus approfondies dont voici le libellé provisoire et classées par ensemble thématique.

<b>Recherches-actions</b>	Renforcement capacités de gestion	Renforcement pédagogie	Ressources pédagogiques	Genre, exclus éducation
<b>GUINEE (5)</b>				
Comment l'introduction des savoirs locaux dans les curricula contribuerait-il à l'amélioration du rendement scolaire ? <i>Alain Georges BANGOURA</i>				
Comment le Directeur d'Ecole peut-il appuyer ses enseignants à travers le cahier de préparation de classe ? <i>Moctar DIALLO</i>				
En quoi la mobilisation sociale peut-elle contribuer au processus d'accompagnement des acteurs locaux de l'Education de l'école primaire de Tanéné-centre ? <i>Soriba FOFANA</i>				
En quoi le renforcement des capacités de gestion des acteurs locaux peut-il contribuer au développement de l'Ecole ? <i>Ibrahima Sory DIALLO</i>				
Comment le renforcement des compétences des élus peut-il contribuer à la décentralisation et au pilotage du développement local ? <i>Yaya SYLLA</i>				
<b>SENEGAL (3)</b>				
En quoi le renforcement de la mobilisation sociale contribue-t-il à l'amélioration des rendements scolaires ? <i>Mouhamadou Makhfou DIOUF</i>				
Comment l'entrée par l'éducation peut permettre de déclencher une dynamique communautaire favorable à un développement intégré ? <i>Ousmane DIALLO</i>				
Quels dispositif efficace de suivi, évaluation et capitalisation des projets d'école ? <i>Cheikhou BALDE</i>				
<b>MADAGASCAR Nord (1)</b>				
Quelle évolution du processus de collaboration entre organismes d'appui dans la conduite d'un projet de développement éducatif pour une synergie des intervenants ? <i>Evelyne HANTAMALALA</i>				
<b>MADAGASCAR Centre (4)</b>				
Quel type d'accompagnement mettre en œuvre avec les associations du secteur éducatif en vue du renforcement de leurs capacités financières ? <i>Marcel ANDRIANAMBININA</i>				
Quelles sont les conditions pour mobiliser les acteurs d'un fokontany autour du développement éducatif de leur quartier ? <i>Tiana RATSIMBAZAFY</i>				

<sup>5</sup> cf annexe 1

<b>Recherches-actions</b>	Renforcement capacités de gestion	Renforcement pédagogie	Ressources pédagogiques	Genre, exclus éducation
Quelle pédagogie de la gestion du cycle du projet mettre en œuvre avec les acteurs locaux en milieu urbain et suburbain en vue d'une transformation sociale ? <i>Jocelyne RAKOTODRAZAFY</i>				
Quelle méthodologie pour l'équipe Madagascar centre pour renforcer les capacités politiques des acteurs associatifs ? <i>Rafetiarison ANDRIANANTENAINA</i>				
<b>MADAGASCAR Sud (4)</b>				
Quelles conditions mettre en œuvre pour un management facilitant l'appropriation des valeurs d'Aide et Action par les équipes d'Aide et Action à Madagascar ? <i>Rado RAVELOARIJAONA</i>				
Quels sont les facteurs facilitant une éducation des enfants adaptée aux réalités du sud-ouest malgache? <i>Jean Népomucène RAKOTODRAMASY</i>				
Quelle approche marketing de mobilisation des ressources Sud pour concilier les valeurs d'Aide et Action et les réalités culturelles malgaches <i>Guy Laurent RAMANANKAMONJY</i>				
Quelle forme de parrainage approprié à la culture du sud malgache mettre en place pour faciliter le développement éducatif de la communauté ? <i>Hery RAKOTOMANGA</i>				
<b>BENIN (2)</b>				
En tant que chargé de l'évaluation sur le programme Aide et Action Bénin, quelle stratégie d'accompagnement mettre en œuvre pour assurer une pérenne appropriation des pratiques d'évaluation des projets éducatifs par les acteurs des zones d'intervention du programme ? <i>Symphorien GBONSON</i>				
Comment l'implication des acteurs locaux peut-elle contribuer à une valorisation de toutes les formes d'éducation pour la santé en milieu scolaire? <i>Berthe TEHOU</i>				
<b>TOGO (3)</b>				
Comment renforcer la dynamique parentale existante dans le processus de scolarisation des filles au nord-Togo ? <i>Tibegrabana Emmanuel TADEMANA</i>				
La correspondance scolaire est-elle le bon moyen pour fidéliser les parrains ? <i>Tchein OUAGBENI</i>				
Comment favoriser le maintien des filles à l'école à partir de l'animation artistique ? <i>Anatère Ahoudé SAMA</i>				
<b>BURKINA FASO (1)</b>				
En quoi l'accompagnement de la scolarisation de la fille participe-t-il à une dynamique éducative garantissant l'accomplissement d'une citoyenneté porteuse de développement ? <i>Marie- Claire EHAKO</i>				
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>6</b>

**Aide et Action a entièrement autofinancé ce processus; pour soutenir et amplifier la dynamique existante, l'association a désormais besoin de moyens financiers additionnels et de mobiliser de nouveaux partenariats.**

## OBJECTIFS POURSUIVIS

### Objectif général

**Accompagner le changement des systèmes socio-éducatifs dans 6 pays africains en favorisant et valorisant des innovations de qualité adaptées à leurs usagers.**

#### Objectif spécifique 1

**Développer la capacité d'intervention et l'expertise de professionnel-le-s africain-e-s du développement socio-éducatif**

##### Résultats attendus

- 11- D'ici fin 2006, vingt mémoires DHEPS auront été soutenus.
- 12- Quarante cadres associatifs et administratifs auront été initiés aux méthodes et outils de base de la recherche-action.
- 14- Un réseau de praticiens-chercheurs socio-éducatifs est mobilisé et fonctionnel.
- 14- De nouvelles perspectives de recherche-action-formation adaptées et efficaces se développeront dans les 6 pays d'intervention.

#### Objectif spécifique 2

**Accompagner la réalisation de programmes socio-éducatifs de qualité et innovants**

##### Résultats attendus

- 21- Le changement des approches des différents acteurs de l'EPT auront permis de renforcer l'adéquation entre l'offre et la demande éducative, notamment dans les milieux précaires.
- 22- Le processus permettra d'apporter des réponses socio-éducatives pertinentes
- 23- Chaque zone d'intervention connaîtra des avancées méthodologiques et conceptuelles significatives en ingénierie socio-éducative.
- 24- Dans 4 pays/6, des partenariats opérationnels se seront établis entre les organisations scientifiques, éducatives et les collectivités locales

#### Objectif spécifique 3

**Instaurer une dynamique durable de capitalisation sur les innovations socio-éducatives**

##### Résultats attendus

- 31- Aide et Action et ses partenaires disposeront de 23 dossiers de recherche, 20 mémoires et de nombreuses contributions synthétiques communicables, en réponse à des problèmes vécus par les acteurs locaux.
- 32- Les partenaires associatifs et étatiques auront produit et valorisé des connaissances sur leurs pratiques socio-éducatives
- 33- Plusieurs contributions auront été publiées dans différents médias nationaux et spécialisés.

#### Objectif spécifique 4

**Amplifier la mobilisation pour l'EPT, du niveau local au niveau international, par des échanges pratiques et scientifiques**

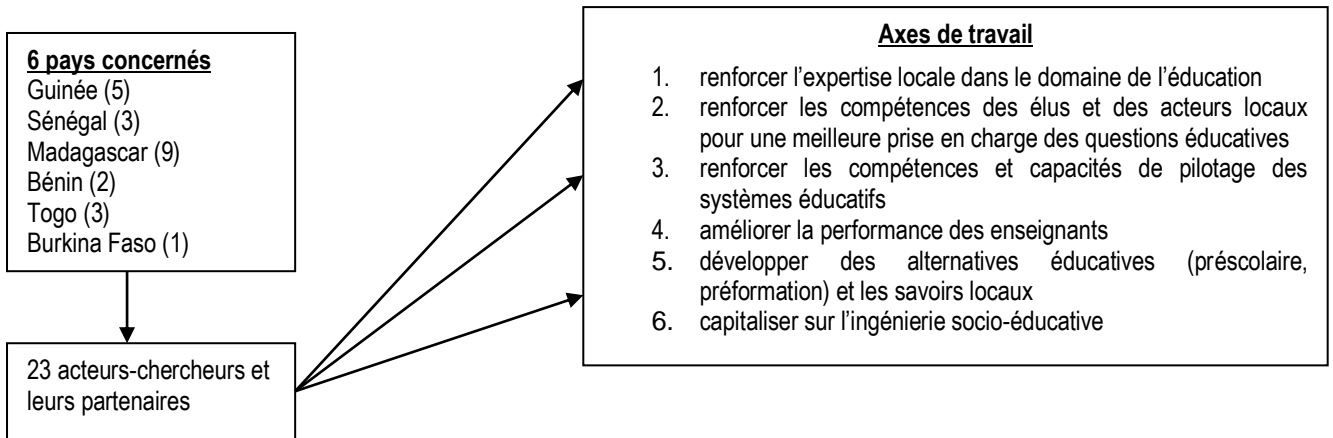
##### Résultats attendus

- 41- Cinq acteurs-chercheurs et cinq partenaires auront émis une communication dans un colloque international
- 42- Les recherches-actions auront alimenté la stratégie et les thèmes d'influence d'un mouvement social citoyen et africain pour l'EPT.
- 43- Les institutions nationales et internationales intégreront davantage dans leurs politiques éducatives les savoirs et pratiques endogènes

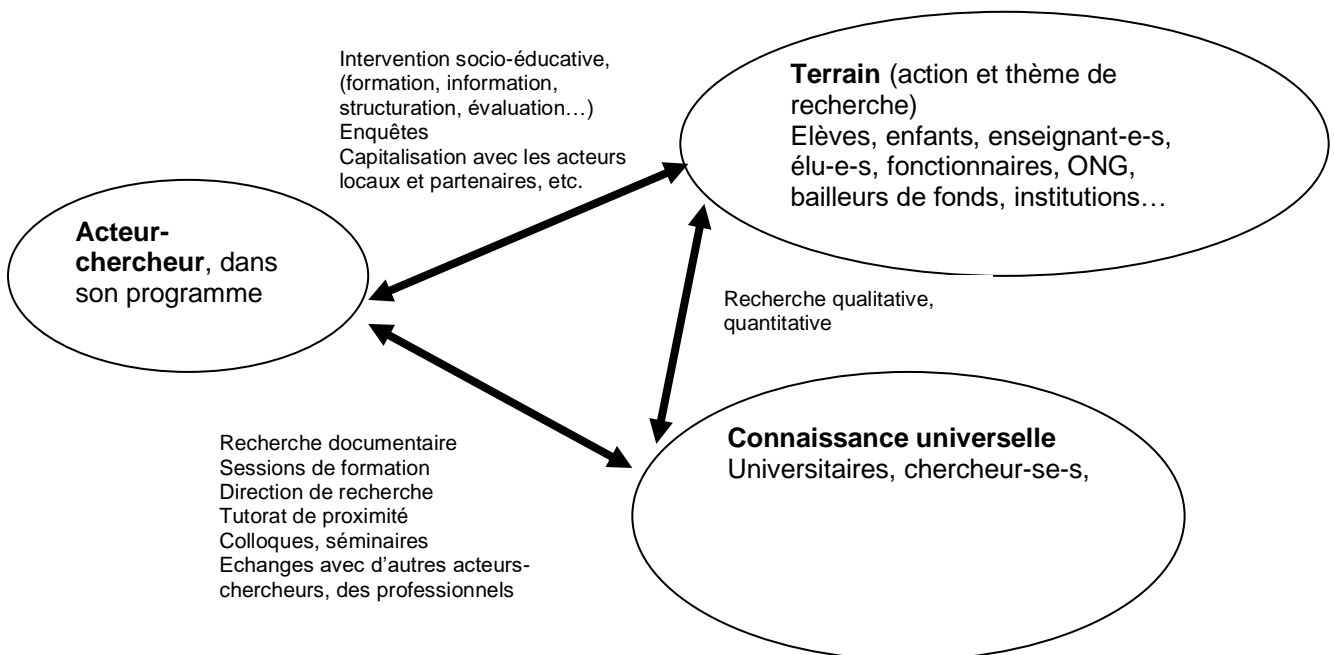


## PLAN D'ACTION

L'essentiel de ce projet est articulé autour d'un apprentissage productif de 23 cadres par la recherche-action selon un curriculum de 2 ans encadré par le Collège Coopératif de Paris et l'Université Paris 3 Nouvelle Sorbonne.



Ce processus pédagogique est soutenu par le développement d'un partenariat opérationnel et institutionnel qui peut être ainsi schématisé.



Selon les règles du Conseil scientifique des Universités françaises, la formation porte sur 1080 heures : moitié en enseignements thématiques et méthodologiques, moitié en travaux personnels dirigés. Elle se déroule sur trois étapes :

1. un travail monographique sanctionné par une soutenance (*processus achevé*)
2. la conduite d'une recherche
3. la rédaction d'un mémoire

Les acteurs-chercheurs conduisent leur recherche en alternance avec le terrain professionnel<sup>6</sup>. Ils bénéficient de 3 séminaires méthodologiques et thématiques complétés par des rencontres individuelles, des ateliers coopératifs, une direction de recherche et un appui à distance de l'équipe pédagogique du CCDP.

Dans les limites des places disponibles, les séminaires seront ouverts aux partenaires et professionnels qui le souhaitent. Ils porteront sur les thèmes suivants.

<sup>6</sup> environ 3j/mois sur deux ans seront dégagés pour le traitement documentaire, les séminaires, la recherche et la rédaction.

**METHODOLOGIE**

1/ Soutenance des monographies. Théories et pratiques de la recherche-action 2/ La conduite d'enquête. La place de la théorie des concepts et des notions dans la recherche 3/ Etayage conceptuel et modèle d'analyse 4/ Soutenance du dossier de recherche. Ecriture de recherche. Lecture scientifique en situation de recherche 5/ Analyse des données, analyse de contenu. Du plan historique au plan d'exposition.

**THEMATIQUES**

Sociologie des organisations. Théorie et pratique du développement. Sciences de l'éducation et du développement. Théorie et pratique de l'évaluation. Anthropologie du développement. Décentralisation et développement endogène

Valorisation des travaux

Un accent particulier sera mis sur la mise en forme et l'exploitation des différentes recherches :

- Publication dans les médias généralistes et spécialisés
- Mise en ligne sur le site CDRD d'Aide et Action
- Publication de « Cahiers du développement socio-éducatif »
- Diaporamas, films vidéo sur les recherches-actions conduites à destination des décideurs et du grand public

La viabilité de ce projet est confortée par plusieurs facteurs/

- ☒ Un processus en cohérence avec la dynamique internationale en faveur de l'EPT et avec les orientations d'Aide et Action
- ☒ Un fort engagement pour l'EPT des institutions internationales comme le G8, Nepad, Banque Mondiale, CEDEAO, UA...
- ☒ ... relayé par un effort réel des gouvernements africains dans le domaine éducatif (ex : budgets accrus, amélioration de la gestion des systèmes et de leur analyse)
- ☒ Une forte dynamique existante, portée par des cadres motivés et engagés
- ☒ Une logistique et une documentation suffisantes pour mener à bien les recherches et opérations
- ☒ Un accès facilité aux expériences des partenaires
- ☒ Une participation financière de Aide et Action au processus, avec un effort propre préalable important et soutenu
- ☒ Une diversité géographique et thématique de champs d'action qui faciliteront à terme la modélisation de certaines démarches
- ☒ L'existence de premiers produits de capitalisation qui peuvent être valorisés à l'interne par les services de communication d'Aide et Action
- ☒ Des responsables hiérarchiques favorables à ce processus innovant pour l'association
- ☒ Un intérêt croissant des partenaires étatiques et scientifiques pour la recherche-action
- ☒ Une notoriété qui permet d'accéder à un large réseau de personnes-ressources et d'organismes d'intervention

Cependant, ce processus nécessite des mesures d'accompagnement pour faire face à différentes contraintes et menaces potentielles.

- Une programmation professionnelle qui intègre mieux les temps de formation, de prise de recul: lecture, rédaction, collecte de données, animations, ateliers, séminaires, rencontres...
- Un renforcement de l'efficacité de chacun-e dans les domaines suivants : communication écrite, lecture active, gestion du temps, utilisation d'Internet...
- Une coordination opérationnelle légère qui facilite les échanges entre les étudiant-e-s et les appuis extérieurs
- Une modernisation de l'accès informatique et au WEB sur certains sites
- Un suivi managérial qui facilite la recherche-action- formation (appuis ponctuels en ressources humaines, allègement de la charge de travail, prise en compte dans l'évaluation des performances, ouverture sur les colloques et séminaires...)
- Une communication plus large, plus efficace vers les Etats, organismes scientifiques et bailleurs de fonds pour développer les recherches en sciences humaines axées sur les nouvelles approches socio-éducatives
- Une procédure alternative de financement pour éviter retards et ruptures dans le processus

## CALENDRIER PREVISIONNEL

Etapas	2005			2006				2007	
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Atelier N°1 : Théories et pratique de la recherche- action / Méthodes de recherche et concepts/ apports thématiques <sup>7</sup>									
Recherche terrain, lecture, rédaction...									
Atelier N°2 : Modèle d'analyse/ Soutenance dossier de recherche / Ecriture de recherche, lecture scientifique/ apports thématiques									
Recherche terrain (compléments), lectures...									
Atelier N°3 : Analyse de données/ Plan d'exposition/ apports thématiques									
Rédaction du mémoire									
Atelier N°4 : Soutenance mémoire DHEPS <sup>8</sup>									
Valorisation des monographies et des mémoires									

## ACTEURS IMPLIQUES ET PARTENARIATS A METTRE EN OEUVRE

### Maîtrise d'oeuvre

Collège Coopératif de Paris ; Université Paris III Nouvelle Sorbonne ;  
Direction Afrique Aide et Action avec une coordination décentralisée

### Maîtrise d'ouvrage

Aide et Action

### Organismes de formation

Collège Coopératif de Paris (CCDP)  
Université de Paris III Nouvelle Sorbonne  
Personnes-ressources nationales

### Partenaires opérationnels et scientifiques à développer

Ce projet est l'occasion de nouer de multiples partenariats scientifiques, financiers et opérationnels, tant au niveau de chaque pays qu'au niveau international, notamment avec les instances nationales de la Francophonie. Voici quelques organismes pressentis.

Guinée : Ministère de l'Enseignement Pré- Universitaire et de l'Education Civique ; CENAFOD, PADES, ISSEG...

Sénégal : Ministère de l'Education, ENDA GRAF, IDEN, ENEA, CRDI, CODESRIA, BREDA, Université Cheikh Anta Diop,...

Madagascar : Ministère de l'Education, MINESEB, Ecole de service social, INALCO...

Togo : Université du Bénin, Ministère de l'éducation, des Affaires Sociales...

Burkina Faso: Ministère de l'Education, Université , IRD, CIFRA,

Bénin: Ministère de l'Education, Université, LASDEL...

France : UNESCO, GRETA, AIF, CIEP...

<sup>7</sup> Différents thèmes seront programmés selon les priorités pédagogiques : sociologie des organisations ; théorie et pratique du développement ; sciences de l'éducation et du développement ; théorie et pratique de l'évaluation ; anthropologie du développement ; décentralisation et développement endogène...

<sup>8</sup> Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques Sociales (équivalent Mastère en Sciences Humaines – 1 année)

## BUDGET PREVISIONNEL

### En Fcfa

Libellé	2005		TOTAL Fcfa	%
	Guinée	Madagascar		
Frais de formation CCDP/Univ	11 340 000	7 290 000	18 630 000	36
Atelier 1	18 574 000	9 430 000	28 004 000	54
Coordination/tutorat	5 100 000	-	5 100 000	10
<b>TOTAL</b>	<b>35 014 000</b>	<b>16 720 000</b>	<b>51 734 000</b>	<b>100</b>

### En €

Libellé	2005		TOTAL Euros	%
	Guinée	Madagascar		
Frais de formation CCDP/Univ	17 288	11 114	28 401	36
Atelier 1	28 316	14 376	42 692	54
Coordination/tutorat	7 775	-	7 775	10
<b>TOTAL</b>	<b>53 378</b>	<b>25 489</b>	<b>78 868</b>	<b>100</b>

## PLAN DE FINANCEMENT

### En Fcfa

Libellé	Aide et Action	AIF
Frais de formation CCDP/Univ	0	18 630 000
Atelier Guinée	0	18 574 000
Atelier Madagascar	9 430 000	0
Coordination/tutorat	5 100 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>14 530 000</b>	<b>37 204 000</b>
%	28	72

### En €

Libellé	Aide et Action	AIF
Frais de formation CCDP/Univ	-	28 401
Atelier Guinée	-	28 316
Atelier Madagascar	14 376	-
Coordination/tutorat	7 775	-
<b>TOTAL</b>	<b>22 151</b>	<b>56 717</b>
%	28	72

# ANNEXES

1. Résumé des monographies
2. Changements observés en étape 1
3. Base de calcul du budget
4. Présentation DHEPS

# RESUME DES MONOGRAPHIES

**Références :** BANGOURA (Alain). *Développement des pédagogies actives sur l'île de Kakossa (Guinée)*. Comment valoriser les savoirs locaux acquis par les élèves de la 2<sup>ème</sup> et de la 3<sup>ème</sup> année des écoles élémentaires communautaires et publique de Meyenyiré dans l'enseignements des disciplines au primaire ? *Sous la Direction de Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris, Conakry, Aide et Action, octobre 2004, 61 p.*

Dans son programme Education Pour Tous -EPT-, la Guinée met l'accent sur la promotion des pédagogies actives comme une des stratégies d'amélioration du rendement et de l'efficacité de son système éducatif.

Centrée sur les savoirs locaux, la présente étude monographique tente de témoigner sur les acquis de 10 élèves d'une école rurale de Kakossa, dans la préfecture de Forécariah (Guinée). Depuis la sortie du berceau jusqu'à 7 ans, l'enfant de l'île baigne dans un processus d'apprentissage informel et empirique riche. Il apprend tout de son milieu : les valeurs, l'histoire de son île et de ses habitants, les principales activités agricoles, la pêche, l'extraction du sel, la cuisine, le petit élevage... La rupture commence dès qu'il entre à l'école.

Cette monographie tente de comprendre non seulement les dynamiques d'apprentissages développées en direction des enfants, mais aussi d'appréhender les pédagogies locales liées à la transmission des savoirs locaux.

La deuxième étape de la recherche pourrait se traduire par des expériences pratiques qui devraient apporter une réponse à une hypothèse centrale. En devenant des acteurs du processus d'apprentissage scolaire, l'élève et la communauté éducative, pourrait progressivement améliorer le rendement interne de l'école.

**Mots clés :** Education Pour Tous, pédagogies actives, savoirs locaux, langues nationales, scolarisation, Guinée

**Références :** DIALLO (Moctar). *L'encadrement pédagogique– L'appui pédagogique aux enseignants par le directeur d'école avec le cahier de préparation de classe de l'école de Tigué II. Avec l'accompagnement de Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Conakry, Aide et Action, octobre 2004, 42 p.*

En Afrique, la prise en charge de l'éducation des enfants est dévolue en grande partie à l'école. C'est un espace d'apprentissage où interviennent différents acteurs : les autorités éducatives, les enseignants, les apprenants et leurs parents. Cette diversité d'intervenants pose des questions d'exercice de l'autorité et du partage des responsabilités. C'est dans ce contexte que se révèle l'importance de la fonction du DIRECTEUR D'ECOLE.

Elle recouvre trois missions fondamentales : administrative, pédagogique et de facilitation. Dans mon travail d'Animateur et de Coordinateur, j'ai toujours noté de façon empirique une coïncidence assez forte entre les performances d'un établissement scolaire et l'engagement du directeur dans l'appui de son collectif.

J'étais tenté de dire « *Tel Directeur, telle Ecole* ». Le directeur était la clé de la réussite ; c'est lui qui emballait son équipe, montrait les enjeux pédagogiques et offrait sa disponibilité.

Dans ce document, je n'aborderai que la dimension d'appui pédagogique que j'appelle aussi « encadrement pédagogique » . Voici ma question initiale: « **Comment le directeur de l'école de Tigué II apporte un appui pédagogique aux enseignants de son établissement à travers le cahier de préparation de classe ?** »

L'enquête s'est effectuée à l'école primaire de Tigué II (vingt enseignants) et a porté sur le cahier de préparation de classe de l'enseignant. Il fait partie des outils pédagogiques obligatoires de l'enseignant. J'ai choisi l'observation comme outil ; il m'a amené à mieux percevoir l'utilisation réelle du cahier de préparation et à faire la différence entre ce qui est dit et ce qui est fait ; entre ce qui est recommandé et ce qui est appliqué. J'ai noté le décalage qui existe entre les prescriptions officielles et la pratique.

Les résultats de ma monographie s'organisent autour des données recueillies sur le directeur, le cahier de préparation de classe et la recherche documentaire. Ma recherche va désormais s'élargir à la question suivante : « **Comment le Directeur d'Ecole peut-il appuyer ses enseignants à travers le cahier de préparation de classe ?** »

**Mots clés :** éducation de base, pédagogie, enseignants, Guinée

**Références :** FOFANA (Soriba). *Animation communautaire sur le Projet d'école. Cas de l'école primaire de Tanéné-Centre. Monographie dirigée par Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Conakry, Aide et Action, octobre 2004, 30 p.*

La mobilisation sociale des acteurs sociaux de l'école est une préoccupation majeure du gouvernement guinéen et des organisations de la société civile. Aide et Action Guinée s'appuie sur le programme éducation pour tous pour accompagner l'administration scolaire et les communautés. D'où mon objet de recherche intitulé animation communautaire sur le projet d'école de Tanéné– centre (Guinée)

L'animation communautaire comme pratique professionnelle date de 20 ans en Guinée. Son application dans le domaine du développement a été rendue possible grâce aux interventions des ONG internationales et organismes de développement. La méthode d'investigation choisie est la méthode accélérée de recherche participative (MARP). Elle est un processus intensif et rapide orienté vers la connaissance de la situation rurale et urbaine. Elle est mise en œuvre par une équipe pluridisciplinaire.

Son application au niveau de l'école primaire de Tanènè m'a permis de connaître les problèmes majeurs de l'école dont entre autres, l'existence de trois bâtiments inachevés, un bâtiment vétuste, le dysfonctionnement du collectif pédagogique des enseignants, du bureau des parents d'élèves et le déficit d'information entre l'école et les autorités locales.

La participation des acteurs de l'école dans la mise en œuvre et le suivi des actions appuyées par Aide et Action et d'autres intervenants reste timide. La prochaine étape de ma recherche vise la compréhension des causes et conséquences de la faible participation communautaire. D'où ma question de recherche : en quoi, la mobilisation sociale peut-elle contribuer au processus d'accompagnement des acteurs locaux de l'éducation de l'école primaire de Tanènè-centre?

#### Mots clés

**1-Projet d'école:** c'est un outil de planification à 3 ans des acteurs intervenant au sein d'une école (enseignants-parents d'élèves –élèves et autres partenaires) qui passent en revue l'organisation, le fonctionnement, l'équipement et l'état des infrastructures pour projeter le schéma futur de l'école de façon participative.

**2-Animation communautaire:** c'est un processus d'introspection, de remise en cause de soi et de ses pratiques, mobilisation pour un changement d'attitudes, de comportement, de perception de soi et de son environnement social et institutionnel au service du développement personnel et communautaire.

**3-Participation communautaire:** c'est la répartition collégiale des charges et responsabilités dans la formulation et la mise en œuvre d'un projet librement consenti entre une structure d'appui et une communauté ou une association locale donnée dans le cadre du développement.

#### 4- Guinée

Références : DIALLO (Ibrahima Sory). *Gestion financière des projets d'école en Guinée*. Cas de l'école communautaire de Falakhouré. Monographie dirigée par Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Conakry, Aide et Action, octobre 2004, 42 p.



Le projet d'école est un moyen de développement des capacités de gestion autonome dans les écoles. Il vise spécifiquement à renforcer la décentralisation administrative et pédagogique du système éducatif, à impliquer davantage les parents d'élèves et les collectivités de base dans la gestion des écoles.

Ces parents d'élèves bénéficient de formations dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Elles abordent entre autre la gestion financière. Cette étude s'intéresse à la capacité de gestion qu'ont les membres du comité de développement de l'école de Falakhouré. Le choix de cette école se justifie par le fait qu'elle soit une école communautaire et résulte d'une dynamique créée et entretenue par Aide et Action depuis 1998.

Il résulte que la complexité des procédures et l'insuffisance des appuis financiers retardent ou empêchent la mise en œuvre des activités planifiées par la communauté de ce village pour assurer un développement soutenu de l'école.

Mots clés : Responsabilité ; Développement de l'éducation ; Financement du système éducatif ; Guinée

Références : SYLLA (Yaya). *Le fonctionnement des collectivités locales et le développement de l'éducation*. Cas de la communauté rurale de développement de Ouassou. Avec l'accompagnement de Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Conakry, Aide et Action, octobre 2004, 37 p.

Depuis la période coloniale, la Guinée a connu la décentralisation et la déconcentration. A l'indépendance, les autorités de la première République ont mis en place des collectivités locales pour impulser le développement à la base. Cependant, l'orientation politique conférée à ces collectivités et le cadre rigide, centralisé, dirigiste de la planification du développement national n'a pas permis aux populations de participer et de prendre en charge la résolution des problèmes qui se posent à elles.

L'avènement de la deuxième République en 1984 a permis à la Guinée de changer d'orientation en matière de décentralisation. Elle s'oriente désormais comme catalyseur de développement à la base dans un cadre national de planification contractuelle et décentralisée. Ainsi, l'Etat, les collectivités locales et les organisations non gouvernementales collaborent et participent à la définition des politiques et des priorités de développement, au plan national et local.

Comme les autres domaines du développement économique et social, l'éducation est prise en charge par l'ensemble des acteurs cités plus haut.

C'est dans ce contexte que se situe la présente monographie qui, s'intéresse au fonctionnement des collectivités décentralisées et leur rapport avec diverses structures de tutelle relevant de l'administration du territoire. Cette situation est observée dans une Communauté Rurale de Développement qui bénéficie déjà l'appui de Aide et Action dans la résolution des problèmes liés à la gestion de son système éducatif

Mots-clés : décentralisation ; administration du territoire; éducation; développement communautaire ; Guinée.

Référence : DIOUF (Mouhamadou Mahfou). *La réduction des abandons scolaires à travers le développement du projet d'école*. Etude de cas de l'école de Saré Yéroyel. Monographie dirigée par Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Kolda, Aide et Action, octobre 2004, 38p.

Le Sénégal consacre 40 % de son budget national dans le secteur de l'éducation. L'Etat sait que savoir lire, écrire et compter est la condition préalable pour disposer de ressources humaines de qualité. Ainsi, il y a un combat à mener pour construire un système éducatif performant capable d'offrir une éducation de base pour tous. Les ressources humaines et financières sont limitées et les besoins énormes. Comment en tirer les meilleures performances ? En effet, si on constate une évolution constante du nombre d'élèves scolarisés, cette avancée est menacée par le nombre élevé d'enfants qui abandonnent ( 22% ) au niveau national avant même la fin du cycle primaire. Partant d'un constat sur l'ampleur des abandons scolaires à Saréyroyel, je me suis engagé dans un processus de recherche action pour mieux comprendre la situation. Ainsi, pendant deux années, j'ai étudié la perception des acteurs sur les abandons et les solutions qui ont été mises en œuvre. D'une manière générale, cette première étape de la recherche montre que la réduction des abandons scolaires passe nécessairement par l'implication effective des acteurs que sont les parents d'élèves et la communauté. L'école ne pourra jamais résoudre le problème des abandons scolaires si les parents n'assurent pas le suivi de leurs enfants.

Cette première étape ouvre des perspectives d'approfondissement d'une question principale articulée autour de : « En quoi le renforcement de la mobilisation sociale contribue-t'il à l'amélioration des rendements scolaires? »

Mots-clés : éducation de base ; abandon scolaire; développement communautaire ; Sénégal.

Référence : DIALLO (Ousmane). *Transfert de compétences en mobilisation sociale dans le domaine de l'éducation*. Etude du cas du conseiller pédagogique à Kolda. Monographie dirigée par Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Kolda, Aide et Action, octobre 2004, 31p.

Cette recherche est consacrée au transfert de compétences en mobilisation sociale dans le domaine de l'éducation dans un contexte de décentralisation. Elle met l'accent sur les conditions et les démarches à mettre en œuvre pour capaciter les acteurs institutionnels de l'éducation en techniques de mobilisation sociale car ils sont plutôt versés dans la pédagogie. Démarré en juillet 2002, la recherche a abouti à la soutenance d'une monographie en septembre 2004.

Pour cela, l'auteur a mené une enquête à l'aide du journal de recherche. Par cet outil, nous avons consigné toutes les observations et données du terrain. Leur exploitation a permis la rédaction du présent travail.

Deux résultats majeurs sont ressortis de cette enquête. La complexité des thèmes sur le transfert de compétences et de la décentralisation car il procède plutôt d'une culture à asseoir et à consolider. Il en ressort également l'importance de recourir aux relais dans un contexte de déficit en ressources humaines.

En perspectives, nous envisageons d'approfondir cette recherche dans la rédaction d'un mémoire de DHEPS. Nous comptons ainsi nous appesantir sur la place de l'éducation dans l'impulsion d'une dynamique de développement intégré dans un contexte de décentralisation.

Mots-clés : décentralisation ; éducation ; formation ; Sénégal

Références : BALDE (Cheikhou). *Accompagnement de l'animateur du secteur de Dioulacon dans le suivi, évaluation et capitalisation des activités du projet d'école*. Sous la direction de Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Dakar, Aide et Action, octobre 2004, 31 p.

L'Etat du Sénégal déploie des moyens importants pour assurer l'éducation de ces citoyens: jusqu'en 1999, il consacrait plus de 30% de son budget de fonctionnement à l'éducation. Selon les services du Ministère de l'éducation nationale, il devrait passer à 40% en 2005.

Malgré cet effort budgétaire, l'offre éducative est restée insuffisante, tant au plan quantitatif que qualitatif.

Le plan décennal de l'éducation et de la formation adopté par l'Etat du Sénégal est soutenu par différents partenaires au développement dont le programme Aide et Action Sénégal ; il se propose d'améliorer les résultats du système éducatif



sénégalais. Mieux, ce plan se propose même de refonder ce système pour parvenir à l'éducation pour tous avant 2015. Pour arriver à cet objectif ambitieux, plusieurs leviers, dont celui du suivi/évaluation, devront être actionnés.

L'expérience a montré qu'à chaque fois qu'une activité est à mener, il y a à prévoir son suivi, évaluation et même sa capitalisation si on veut garantir un certain succès. C'est ce qu'ont compris les concepteurs du plan décennal. Le suivi/évaluation des activités se trouve en bonne place à tous les niveaux. Ainsi, un dispositif a été bâti de façon concertée; des outils de suivi produits ont été partagés entre différents partenaires de l'école.

La démarche méthodologique a consisté à identifier les acteurs que mon étude devait toucher, d'échanger avec eux sur l'objet de l'étude et sur la façon de conduire cette étude (choix des outils principalement).

Quand aux résultats obtenus et les perspectives de l'étude, ils peuvent être ainsi résumés:

**Les résultats** – L'accompagnement des acteurs, y compris l'animateur, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de suivi/évaluation et de capitalisation des activités du projet d'école, est indispensable pour réussir. En outre, l'accompagnement doit être bien pensé et bien mené: aucune étape du processus ne peut être sautée ni minimisée.

**Les perspectives** – Comment les différents acteurs du projet d'école perçoivent-ils l'accompagnement? Quel est l'impact du message de l'accompagnateur sur le comportement des acteurs? Le dispositif de suivi, évaluation mis en œuvre a-t-il permis d'obtenir des résultats? Si oui, lesquels? Et si non pourquoi?

Avec la deuxième phase, je vais tenter de répondre à ces questions.

Mots clés: suivi; évaluation; animateur ; projet d'école ; Sénégal.

Références : HANTAMALALA (Evelyne). *Le partenariat pour la mise en œuvre d'un Plan éducatif de quartier*. Cas du partenariat de Aide et Action avec Hardi pour la construction d'un centre de réinsertion scolaire à Antananarivo. Avec l'accompagnement de Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, septembre 2004, 60 p.

Le Programme Mada Centre de Aide et Action se définit comme un 'Programme d'appui aux initiatives d'éducation des quartiers' pour son intervention à Antananarivo, capitale de Madagascar, depuis avril 2001. En y étant Responsable des Opérations, ma mission principale est de '*concevoir et mettre en œuvre la stratégie opérationnelle du Programme*'.

Au début il me revenait entre autres, de participer à la constitution et à l'animation d'un Collectif d'opérateurs. En 2003, le concept a évolué et s'est focalisé sur la promotion d'un *partenariat complémentaire et coordonné entre ONG intervenant dans les mêmes quartiers*. En effet, à Antananarivo ( presque deux millions d'habitants), nombreux sont les organismes d'appui qui interviennent dans le domaine social. Suite à l'appel de la municipalité en février 2004 qui voulait identifier ses partenaires, cent trente ONG se sont manifestées; environ une quinzaine interviennent dans le secteur de l'éducation. Malgré l'engouement actuel pour les cadres de concertation, dans un passé encore récent une multitude d'intervenants se disputaient les « populations – cibles » d'une même zone. Souvent, les organismes d'appuis au développement d'un même quartier s'ignorent par cloisonnement, sectarisme ou concurrence ; cela favorise les duplications et divergences dans les démarches. Ce qui fait que la résultante des « appuis » est nulle, voire négative et la population toujours plus pauvre ne s'y retrouve plus. Aussi pour optimiser ces interventions, il est nécessaire que les ONG unissent leurs forces, l'essentiel étant de se compléter dans la programmation et la réalisation des activités et de favoriser une approche systémique.

C'est pourquoi j'ai choisi de suivre l'évolution du partenariat qui est au centre de mes préoccupations quotidiennes comme *objet de recherche* ; il se décline comme suit: *Evolution du partenariat autour de l'éducation entre organismes d'appui dans les fokontany<sup>9</sup> d'Antananarivo*.

La concrétisation du souhait de travailler ensemble exige des deux parties différentes par leur nature, leurs missions, leurs activités, leurs ressources et modes de financement d'accorder leurs violons pour le temps de la collaboration. Le partenariat pourrait être caricaturé par la mutualisation des moyens et ressources des deux parties pour atteindre un objectif commun, dans lequel chacun se retrouve. Il arrive que les ressources mises à disposition ne soient pas les mêmes et le risque est grand de déboucher sur une relation de pouvoir pouvant frustrer l'un des partenaires : « *la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit* ». Comme « *l'argent étant le nerf de la guerre* », et il n'y en a jamais assez pour réaliser des actions sociales. Aide et Action à Antananarivo met à disposition de ses partenaires son budget opérationnel avec l'objectif d'arriver à une intervention complémentaire et coordonnée entre organismes d'appui. Cet objectif peut-il être aussi celui du partenaire pour lequel se présente aujourd'hui une opportunité de financement de ses activités ?

D'où ma Question initiale: *Comment passer du partenariat financier à une démarche conjointe de partenariat gagnant-gagnant pour la mise en œuvre d'un plan d'éducation de quartier ? Cas du partenariat avec Hardi<sup>10</sup> engagé sur la construction du centre de réinsertion scolaire des enfants des bas quartiers de Tana.*

Mots clés : développement local ; ONG ; partenariat ; éducation, Madagascar.

<sup>9</sup> **Fokontany** : similaire au « quartier », c'est l'unité de vie de base de la société malagasy. C'est aussi une délimitation géographique administrative avec ou sans pouvoir selon les républiques qui se sont succédées.

<sup>10</sup> **HARDI** (ONG créée en 1993, intervenant depuis 1995 dans l'insertion scolaire des enfants de rue de la Capitale Antananarivo.

**Référence :** ANDRIANAMBININA (Marcel). *Le renforcement de la capacité en gestion financière d'une association de parents d'élèves, un moyen d'améliorer le fonctionnement de l'école publique.* Exemple de la FRAM d'Ambohitrimanjaka (Madagascar). Monographie dirigée par Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 61 p.

Dans le cadre du Programme National d'Amélioration de l'Education Phase 2 adopté en 1997, l'Etat compte sur la participation de la société civile pour mettre œuvre un programme de l'Education primaire de qualité pour tous. C'est ainsi que l'Association des parents d'élèves (FRAM) est créée pour assurer des financements complémentaires des subventions publiques ; cela permet de répondre aux besoins de l'école tels que le paiement des salaires des enseignants suppléants et l'entretien des petits travaux de réhabilitation.

La présente monographie porte sur la FRAM de l'école primaire publique d'Ambohitrimanjaka, commune du grand Antananarivo. Malgré les bonnes initiatives et la volonté dont cette FRAM fait preuve, il me semble que ses actions sont encore limitées en raison de ses manques de moyens et d'expérience.

Mon questionnement est alors lié au renforcement de sa capacité en gestion financière. Le résultat de la première étape de la recherche m'a permis de constater qu'il reste encore beaucoup à faire pour que la pérennisation et l'autonomisation financière de l'association soient effectives. L'appropriation d'une démarche et la maîtrise d'outils formalisés de gestion doivent s'inscrire alors dans une dynamique d'échanges à travers un processus de recherche-action. Une réflexion beaucoup plus approfondie sera alors menée pour élaborer et mettre en place un système de gestion adapté en articulation avec les besoins et les objectifs de l'Association.

**Mots clés :** parents d'élèves, éducation de base, gestion financière, Madagascar.

**Référence :** RATSIMBAZAFY (Tiana Irène Olivia). *Implication et engagement des acteurs locaux dans le développement de son fokontany.* Cas du fokontany de Miadana Alasora (Madagascar). Monographie dirigée par Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 54 p.

Le programme MadaCentre se définit comme un programme d'appui aux initiatives locales en matière d'éducation. Il a mis au centre de sa préoccupation la prise en main par les acteurs locaux de leur propre développement via l'éducation. Il a opté l'approche intégrée où les différentes composantes de l'éducation sont appréhendées comme un tout. L'approche fokontany a permis aux acteurs locaux d'avoir un esprit de solidarité partageant des valeurs et des objectifs communs en matière éducative.

Comme le programme a fait le choix d'utiliser la recherche-action comme démarche globale, cette monographie est une occasion pour la pratiquer. Elle m'aidera à répondre ma préoccupation professionnelle sur l'accompagnement des acteurs locaux pour qu'il puissent prendre effectivement en main leur propre développement. Ainsi, cette monographie décrit la condition de travail et de vie d'une catégorie d'acteurs pour les faire contribuer au développement éducatif du fokontany.

Cette recherche monographique montre qu'il est difficile pour les acteurs locaux de participer et de s'impliquer dans le développement de leur fokontany tant que leurs conditions de vie n'est pas stable (existence de ressource financière) et tant qu'il n'y pas de cohésion sociale dans le fokontany.

Pour approfondir cette première recherche, la question que je me pose c'est : « Quelles sont les conditions pour mobiliser les acteurs d'un fokontany autour du développement éducatif de leur quartier ? »

**Mots clés :** regroupement, relation sociale, animation, développement, Madagascar.

**Références :** RAKOTONDRAZAFY (Jocelyne). *Les pratiques d'évaluation du projet de cantines scolaires par les acteurs locaux – Cas de l'association des parents d'élèves de l'école primaire publique de Miadana Ambohitrimanjaka (Antananarivo).* Avec l'accompagnement de Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 59p+ annexes.

## RESUME DE LA MONOGRAPHIE

Cette monographie aborde le thème des pratiques d'évaluation en matières de cantines scolaires. En tant que responsable de l'Unité Evaluation et Capitalisation dans un organisme d'appui ayant comme démarche d'intervention la recherche action, l'auteur veut attaquer cet objet de recherche en essayant de répondre à la question : « **Quelles sont les conditions à mettre en œuvre pour que l'évaluation devienne une pratique appropriée par les acteurs du projet de cantines scolaires ?** ». L'auteur a ainsi étudié le cas de l'association des parents d'élèves de l'école primaire publique de Miadana Ambohitrimanjaka. Sa recherche monographique a exploité le croisement des informations avec quatre outils complémentaires : l'analyse documentaire, l'observation distanciée, les entretiens collectifs et les entretiens individuels.

Lors de son investigation à Miadana Ambohitrimanjaka auprès des parents d'élèves dans le cadre du projet de cantine scolaire, l'auteur a constaté que celui-ci bénéficie de suivis proches du contrôle de fonctionnement avec une forte préoccupation financière. Les outils mis à disposition sont adaptés mais peu exploités. Les évaluations sont à l'initiative de personnes d'organismes d'appui tels qu'Aide et Action. Peu de suite sont données aux recommandations issues des

évaluations. Les appuis prodigués consistent en la mise à disposition d'outils et de conseils, les témoignages de l'importance de l'évaluation, mais surtout de la facilitation. Le chercheur a avancé que probablement l'ancrage culturel de la remise en question pourrait expliquer l'attitude des acteurs locaux vis à vis de l'évaluation. Par ailleurs et de façon générale se jouerait également la perception de l'évaluation par l'homme de la rue.

La seconde étape de cette recherche consiste à voir de façon systémique l'évaluation pour creuser la pédagogie de la gestion du cycle de projet à mettre en œuvre en vue d'une transformation sociale.

Mots clés : évaluation ; *empowerment*, Madagascar

Référence : RAFETIARISON (Andrianantenaina). *L'accompagnement du renforcement des capacités politiques des acteurs locaux* Exemple du partenariat entre quatre associations du fokontany d'Ambohimitsinjo avec l'équipe du programme « Mada Centre » de Aide et Action (Madagascar). Monographie dirigée par Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 50 p.

Enseignant de formation, l'auteur après quelques années de pratique dans plusieurs villes de la Grande Île de Madagascar, s'est reconverti sans se reconvertir. En fait, il n'a jamais pu quitter le monde de l'éducation : responsable de la communication et de l'information dans un grand projet de conservation et de développement dans le nord-est de l'île, l'éducation était au centre de ses activités. En 1996, il rejoint Aide et Action, comme responsable du développement puis celui des opérations à Tuléar. Ensuite, il a rejoint la capitale comme responsable des partenariats, puis responsable de programme. Une fois de plus, ce choix de carrière reflète l'attachement de l'auteur à la cause de l'éducation.

Les associations de quartier tiennent un rôle important dans la vie des citoyens d'Antananarivo. Chaque quartier abrite au moins quatre ou cinq types d'associations ( club sportif, associations de jeunes, de femmes, de parents d'élèves). Les activités menées y sont diverses : participer à la vie du quartier, nettoyage, participation à la construction d'infrastructure, activités éducatives et ludiques...

Pour les intervenants en développement, ces associations sont de précieuses collaboratrices de part leur bonne connaissance du quartier, leur bonne volonté et leur engagement. Tant pour les autorités que pour les ONG, les associations sont incontournables.

Malheureusement, les intervenants extérieurs se soucient peu de la place qu'elles tiennent dans la vie du quartier. Elles sont souvent utilisées comme une main d'œuvre gratuite, ou encore, comme contributeurs dans les différents besoins du quartier. Rarement, elles participent aux décisions sur la vie du quartier. Ce qui provoque un malaise pour ces associations et qui à terme pourrait entraîner une démobilité.

Dans cette monographie, l'auteur a essayé de décrire le mode de fonctionnement des associations et de l'intervenant Aide et Action. Une description qui se veut minutieuse pour un élargissement vers une question plus générale, à savoir « Quelle articulation réaliser entre les attentes des associations de quartiers et les modes d'accompagnement des intervenants pour développer leurs capacités politiques ? »

Mots-clés : Madagascar, associations, développement urbain, éducation, politique

Références : RAVELORIJAONA (Rado). *Management adapté aux spécificités culturelles malagasy – Gestion de conflits de valeurs dans l'équipe d'Aide et Action de Madagascar Sud (Toliara)*. Avec l'accompagnement de Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 84 p.

Responsable du programme Aide et Action à Tuléar (sud-ouest de Madagascar), l'auteur s'est penché sur l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité de l'équipe de l'équipe qu'il dirige. En effet, en dépit de multiples règles organisées notamment dans un règlement intérieur, de multiples manquements, habitudes et fait des salarié-e-s viennent en conflit avec les valeurs affichées par l'ONG. L'auteur s'est interrogé sur l'accompagnement managérial pour gérer les conflits de valeurs et adopter des règles de conduite par un rapprochement des valeurs d'Aide et Action et des spécificités culturelles malgaches, les notions de « fady » (interdit) et de « dina » (contrat) plus particulièrement. Par le biais de la documentation, d'entretiens semi-directifs et d'une expérimentation in situ, la recherche a permis de définir une typologie des infractions, leurs causes et les moyens pour y palier en tenant compte des propositions des salarié-e-s et de la culture. L'auteur propose de revisiter les règles de fonctionnement du programme par une recherche-action articulée autour d'une nouvelle question : quelle pédagogie et quel management adaptés aux spécificités culturelles malgaches faut-il adopter pour accompagner l'équipe de Madagascar sud dans l'appropriation des valeurs d'Aide et Action ?

Mots clés : management, gestion des conflits, climat social, ONG, culture, Madagascar

**Référence :** RAKOTONDRAMASY (Jean Népomucène). *L'analphabétisme est un frein à la scolarisation des enfants. L'alphabetisation fonctionnelle à Belamaka (Madagascar)*. Monographie dirigée par Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Toliara, Aide et Action, septembre 2004, 42 p.

Responsable de l'Animation dans le programme Aide et Action à Tuléar (sud-ouest de Madagascar), l'auteur s'est interrogé sur les liens entre l'analphabétisme parental et les freins à la scolarisation des enfants. A cet effet, il a choisi la localité de Belamaka pour conduire des entretiens avec des alphabétiseurs, parents, enseignants, élus et chefs coutumiers. L'auteur décrit minutieusement les us et coutumes en lien avec l'éducation. Il a pu observer comment le suivi parental de l'éducation des enfants se faisait en fonction du niveau d'alphabetisation des parents

L'auteur propose de poursuivre sa recherche-action autour d'une nouvelle question: comment favoriser l'accès des enfants ruraux à l'éducation fondamentale et secondaire tout en respectant les spécificités culturelles du Sud Ouest ?

**Mots clés :** alphabetisation fonctionnelle, développement communautaire, éducation de base, culture, Madagascar.

**Références :** RAMANANKAMONJYY (Guy Laurent). *Etude des motivations et des conditionnalités des dons et des fonds des organisations caritatives et de développement – Approche comparée du ROTARY CLUB et du Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) à Tuléar (Sud Ouest de Madagascar)*. Avec l'accompagnement de Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 59p.

Cette monographie est une contribution à l'étude Marketing des ressources potentielles au Sud. Cette approche Marketing est initiée au Sud de Madagascar au moment où l'association Aide et Action envisage, dans le cadre de son évolution régionale et internationale, de mobiliser diverses sources de financements : organisations caritatives, organismes de développement, collectivités et établissements publics ou parapublics, ONGs et associations donatrices, ... partageant les mêmes valeurs, missions, cultures, objectifs stratégiques et démarches.

Responsable de communication du programme d'Aide et Action Mada Sud, associé à partir du terrain aux activités de collecte des ressources et de fidélisation des donateurs au niveau d'Aide et Action France, [l'auteur](#) veut contribuer à la stratégie de mobilisation des ressources Sud en s'interrogeant sur ce qui motive les organisations caritatives et de développement du Sud à accorder un financement.

[Pour réaliser cette](#) Sa recherche, [l'auteur a mené une enquête](#) monographique [a été conduite](#) par des entretiens auprès des leaders du Rotary Club, des responsables du FID, des partenaires de ces organisations et d'un représentant d'une autre organisation donatrice pris au hasard. A tout cela s'ajoute les informations recueillies près des salariés d'Aide et Action à Paris expérimentés dans la collecte de ressources et de financement institutionnel.

De cette étude des « comportements » des donateurs ont émergé 6 tendances générales traduisant les motivations d'un accord de financement. L'offre doit être d'abord adaptée à la demande de l'organisation donatrice : les projets offerts par les demandeurs de financement doivent cadrer avec les objectifs, la vocation et les composantes de l'organisation. Ensuite, le projet présenté ne doit pas manquer de visibilité et de lisibilité : la finalité doit être évidente, perceptible et cohérente avec celle de l'organisation ; le dossier doit être facile à lire, à déchiffrer, clair, précis, compréhensible et ne doit souffrir donc d'aucune ambiguïté. Il doit être également recevable et éligible. Les atouts, notoriété et image de l'organisation doivent y être mis en évidence pour avoir, entre autres, une idée de sa structuration, organisation, professionnalisme et expériences. Les contributions des bénéficiaires doivent aussi y être fixées pour partager les coûts. Enfin, un système de suivi-évaluation et un dispositif financier sont à préciser au cours de la contractualisation pour boucler le processus de négociation.

La deuxième étape de cette étude se traduira par la production d'un dossier de recherche qui aurait pour objet : approche Marketing de mobilisation des ressources conciliant les valeurs d'Aide et Action et les réalités malgaches.

**Références :** RAKOTOMANGA (Hery Mahefantsoa). *Le parrainage comme levier du développement éducatif de la communauté – Perception du parrainage par les acteurs locaux de la zone d'intervention de Aide et Action d'Amboaboake et Tsinjoriake (Madagascar, région de Tuléar)*. Avec l'accompagnement de Marie Lise Semblat, Collège Coopératif de Paris. Antananarivo, Aide et Action, octobre 2004, 62 p.

Le thème de cette monographie est le parrainage comme levier du développement éducatif de la communauté, à travers la perception des acteurs locaux d'Amboaboake et Tsinjoriake, zone d'intervention d'Aide et Action, dans la région de Tuléar, sud de Madagascar. Le parrainage est la principale source de financement de l'association Aide et Action, à travers l'engagement du parrain qui accepte de verser mensuellement la somme de 20 € jusqu'à la fin de la scolarité primaire de son filleul. Pour qu'il y ait véritablement un rapport entre le parrainage et le développement de la communauté, il est primordial que cette notion de parrainage soit appropriée par la communauté. Ce n'est pas souvent le cas. A travers cette monographie, l'auteur, responsable du parrainage à Madagascar sud, s'interroge sur la perception des acteurs de la notion de parrainage dans son rapport avec le développement. Il fait ainsi le diagnostic par la description du vécu du parrainage par les acteurs locaux eux-mêmes. Cette recherche monographique a été menée par entretien auprès d'une dizaine de personnes concernées directement par le parrainage, à savoir, des filleuls, des enseignants, des parents d'élèves et des

notables d'Amboaboake et de Tsinjoriake. Le parrainage est surtout compris comme étant un « lien de parenté » ou une filiation, traduit par le concept malgache, de « *fihavanana* » ou « *filongoa* ». Par ces termes, c'est toute la culture malgache qui se dévoile et se manifeste, c'est toute une communauté qui s'éveille. Si l'éducation demeure un des vecteurs privilégiés du développement, le parrainage est donc un levier du développement de l'éducation au sein de la communauté dans la mesure où il intègre les valeurs culturelles locales. Ainsi, le progrès n'est pas quelque chose d'extérieur qui se grefferait sur la réalité locale mais quelque chose de voulu et qui se met en œuvre petit à petit à la suite de l'éveil de la communauté. La suite de cette étude sera axée sur la recherche du parrainage (type, forme) approprié à la culture du sud malgache, pour faciliter le développement éducatif de la communauté.

#### Mots clés

- 1) Parrainage – parenté – famille – filiation- communauté
- 2) Développement – Education – démarches participatives – approche genre
- 3) Réalités – traditions – cultures – mentalités

**Références :** GBONSOU (Symphorien). *Appropriation des pratiques d'évaluation des Projets éducatifs par les acteurs à la base. Cas de l'auto-évaluation assistée du projet « Fournitures scolaires » à l'école primaire de Gbovié-Zounmé (Bénin).* Sous la Direction de Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Cotonou. Aide et Action, octobre 2004, 50 p.

Chargé d'Evaluation et des subventions au Bénin, l'auteur a préparé une recherche sur l'appropriation des pratiques d'évaluation des projets éducatifs par les acteurs des zones d'intervention du programme Aide et Action Bénin. Il a choisi la localité de Gbovié-Zounmé pour étudier par entretien les pratiques d'auto-évaluation assistée des parents d'élèves concernant la gestion des fournitures scolaires. La recherche-action se poursuivra autour des stratégies d'accompagnement à mettre en œuvre pour développer les pratiques d'évaluation.

**Mots – clés :** évaluation, scolarisation, développement communautaire; Bénin

**Références :** TEHOU (Berthe). *Appropriation des savoirs locaux par les acteurs de l'éducation à la santé. Les cas des écoles de Zoungbodji et de Sogbadji (Ouiddah-Ville).* Sous la Direction de Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Ouiddah. Aide et Action, octobre 2004, 48 p + anx.

Cette monographie aborde le thème de l'appropriation des savoirs locaux par les acteurs de l'éducation à la santé dans des écoles du sud Bénin. En effet, la santé des élèves est indispensable à la réussite scolaire ; or, la morbidité par le paludisme, les polyparasitoses... freinent les apprentissages des enfants. Ainsi Aide et Action a développé un programme d'éducation pour la santé (EPS) mais il n'a qu'un impact limité. Coordinatrice de ce volet, l'auteur s'est interrogée sur la valeur de l'éducation traditionnelle dans les couvents vaudounos pour améliorer l'EPS. Pour réaliser cette Sa recherche, auteur a mené une enquête monographique a été conduite par entretien à l'aide de set observations directes sur le terrain. Cette monographie tente de faire un témoignage sur les acquis auprès d'une trentaine d'acteurs de deux écoles de Ouiddah ville dans le département de l'Atlantique. Depuis sa conception, l'enfant évolue dans un processus d'apprentissage informel, empirique, théorique et pratique. Cet apprentissage est riche en valeurs et fait appel à l'éthique car l'enfant à travers cet apprentissage et permet d'acquérir les principales activités des compétences dans de la pêche, l'extraction du sel, de la pharmacopée, de la chorégraphie, l'élevage caractéristiques de son milieu. Presque incontournable dès l'âge de six ans. L'école formelle, presque incontournable, dès l'âge de six ans avec ces méthodes d'apprentissages développent chez l'enfant des doutes car il semble être en rupture avec ses connaissances locales. Cette monographie tente de comprendre les dynamiques d'apprentissages développées en direction des enfants ; à partir de celles-ci l'auteur met en avant une pédagogie locale en lien avec selon deux modes : l'instruction formelle et l'instruction vaudouno. La deuxième étape de cette recherche, se traduirait par des expériences pratiques basées sur l'approfondissement des questionnements qui devraient apporter une réponse à une hypothèse principale articulés sur La coopération entre co-éducateur de l'acteur principal de l'éducation à la santé qu'est l'enfant, pour une amélioration progressive du processus d'apprentissage basé sur la valorisation des connaissances locales en matière d'éducation pour la santé. L'appropriation des différents types d'éducation à la santé en dépend.

**Mots – clés :** éducation pour la santé ; savoirs locaux, pédagogies actives ; Bénin

**Référence :** TADEMANA (Tibegrabana). *Dynamique parentale dans le processus de scolarisation des filles au Togo.* Cas de la Région des Savanes. Monographie dirigée par Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Dapaong, Aide et Action, octobre 2004, 47 p.

Cette monographie présente la dynamique parentale dans le processus de scolarisation des filles dans la région des Savanes au Togo à partir de la question initiale suivante : en quoi les parents accompagnent-ils le processus de scolarisation des filles de la région des Savanes?

Pour ce faire, l'auteur a réalisé une enquête dans un canton du Nord Togo (Pana) à partir d'un questionnaire auprès d'un ensemble d'acteurs concernés par l'objet de la monographie pour comprendre et décrire ce qu'ils pensent, disent et font pour la scolarisation des filles.

De là, il a réalisé qu'il existe une dynamique parentale pour la scolarisation des filles difficilement dissociable de celle de la scolarisation des enfants en général. C'est pourquoi l'auteur va poursuivre l'enquête en vue de ressortir les particularités de la dynamique parentale en faveur des filles à partir de la question suivante : comment renforcer la dynamique parentale afin qu'elle puisse s'intéresser aux enseignements scolaires, à l'inscription massive des filles, à leur acquisition de savoirs et à leur réussite scolaire ?

Mots-clés : scolarisation des filles ; développement communautaire ; parents d'élèves ; Togo

Référence : EHAKE (Marie Claire). *L'épanouissement de la fille*. Typologie des animations pour la promotion de la fille dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou, secteur 17 de l'Arrondissement de Boulmiougou (Burkina Faso). Monographie dirigée par Mehdi Farzad, Collège Coopératif de Paris. Ouagadougou, Aide et Action, septembre 2004, 51 p.



Cette monographie est consacrée à la typologie des animations pour la promotion de la fille à Ouagadougou (Burkina Faso). La localité d'investigation ciblée couvre le secteur 17 de l'arrondissement de Boulmiougou. L'auteur a mener une recherche par entretien et par l'observation. Après un test et sa validation par le public enquêté, cette méthodologie participative a permis de libérer la parole des filles rencontrées. Des informations pertinentes ont été recueillies pour mieux cerner les freins à l'épanouissement des filles, les forces et les limites des solutions apportées par les structures d'intervention. Une remise en cause s'avère nécessaire dans les démarches d'animation.

Cette étude exploratoire a débouché sur une panoplie d'informations qu'ont bien voulu livrer les acteurs. Leur analyse nous conduit à de nouveaux questionnements, à de nouvelles interrogations, porteurs de changement. Ainsi, l'auteur pense en dégager une question principale sur la problématique de la scolarisation des filles, centrée sur l'accompagnement des différents acteurs. Il s'agit là d'un nouveau chantier de la mise en œuvre d'une recherche dans l'action qui se veut être un champ d'expérimentation dynamique, participative pour des résultats innovants. et porteurs de profondes évolutions pour les filles.

Mots-clés : scolarisation des filles ; animation communautaire ; épanouissement ; Burkina Faso

# Changements...

## ... Personnels

Observation, écoute,  
curiosité accrues  
Humilité, modestie  
Remise en question,  
prise de recul  
Capacité rédactionnelle  
Esprit scientifique,  
critique constructive  
des autres

Apprentissage dynamique,  
interactif  
Capitalisation = meilleure  
description, meilleure  
compréhension

## ... Professionnels

Regard aiguisé sur mes  
pratiques, celles des  
autres  
Meilleur management  
par un travail formatif  
Capitalisation active  
Capacité d'analyse,  
critique objective

Développement socio-  
éducatif mieux cerné  
Plan de Formation en lien  
avec les projets des salariés

## ... pour mon Programme

Acteurs locaux : gestion  
plus autonome, mobilisation  
Résolution « participative »  
des problèmes  
Valeur des solutions  
endogènes, éveil identitaire

Contribution accrue : revue  
programme, guide, influence...  
Ouverture sur évaluations et  
expérimentations

## ... pour l'Association

Capitalisation sur les  
innovations socio-  
éducatives  
« Trop tôt pour en  
parler »

Définition de nouvelles  
orientations  
Contribution à une association  
apprenante



# Bases de calcul du budget

## FRAIS DE FORMATION

Frais administratifs au Collège Coopératif de Paris, ingénierie de la formation, suivi et évaluation des étudiants, directions de recherche, inscription annuelle à Paris III...

## SESSIONS DE FORMATION

Organisées en Guinée (14 personnes avec 2 intervenant-e-s) et à Madagascar (9 personnes avec 1 intervenant-e) sur 10 jours

### GUINEE

Libellé	Quantité	PU	Total FCFA	Total €
Honoraires CCDP	20	550 000	11 000 000	16769
Déplacement CCDP	2	500 000	1 000 000	1524
Déplacement Etudiant	9	300 000	2 700 000	4116
Transfert CKRY/Fria	2	50 000	100 000	152
Hébergement Fria	187	7 000	1 309 000	1996
Hébergement Conakry	11	25 000	275 000	419
Restauration	209	10 000	2 090 000	3186
Autres	1	100 000	100 000	152
<b>TOTAL</b>			<b>18 574 000</b>	<b>28316</b>

### MADAGASCAR

Libellé	Quantité	PU	Total FCFA	Total €
Honoraires CCDP	10	550 000	5 500 000	8385
Déplacement CCDP	1	1 000 000	1 000 000	1524
Déplacement Etudiant	2	200 000	400 000	610
Hébergement capitale	14	15 000	210 000	320
Hébergement atelier	77	10 000	770 000	1174
Restauration	145	10 000	1 450 000	2211
Autres	1	100 000	100 000	152
<b>TOTAL</b>			<b>9 430 000</b>	<b>14376</b>

## COORDINATION

Basée à Conakry

Suivi administratif et financier ; planification des sessions, communication /animation interne,

### 2005

Libellé	Quantité	PU	Total FCFA	Total €
Honoraires national	30	150 000	4 500 000	6860
Déplacement	10	20 000	200 000	305
Télécommunications	10	30 000	300 000	457
Hébergement	0	-	-	0
Restauration	0	-	-	0
Divers et imprévus	1	100 000	100 000	152
<b>TOTAL</b>			<b>5 100 000</b>	<b>7775</b>



# Présentation du DHEPS

## ■ Deux rentrées possibles

Le Collège Coopératif de Paris propose chaque année deux rentrées : octobre et janvier. Celle de janvier est notamment conçue pour des personnes intéressées par la problématique du développement.

## ■ Coût de la formation

Première année, tarif entreprise/fonds de formation : 3050 €.  
Dès la deuxième et la troisième année, deux inscriptions universitaires sont à prévoir en sus.  
Cependant, pour des candidats n'ayant pas une prise en charge employeur, il est possible de bénéficier d'un tarif personnel à hauteur de 1 625 € par an.

**DHEPS**  
DIPLOME DES HAUTES ETUDES  
DES PRATIQUES SOCIALES,  
RESPONSABLE D'ETUDES ET DE PROJET SOCIAL

Création : www.presscollege.fr

### Adressez votre candidature au :

**Collège Coopératif de Paris**  
M. Mehdi Farzad  
Directeur pédagogique et des études  
**15, rue Ambroise-Thomas**  
**75009 Paris**

Tél. : 01 49 49 07 07  
Fax : 01 49 49 07 00  
info@cc-paris.org



[www.cc-paris.org](http://www.cc-paris.org)

**Ce cursus propose aux personnes ayant une expérience professionnelle et/ou bénévole confirmée, la possibilité d'entreprendre un parcours de formation supérieure de niveau bac+4 validé par les universités appartenant au Réseau des hautes études des pratiques sociales (RHEPS), comme Paris-III et Rennes-II. La démarche proposée est inscrite dans un processus de recherche-action, visant à capitaliser et à renforcer les potentialités opérationnelles sur le terrain professionnel ou de l'action bénévole.**

## Une formation pluridisciplinaire et multiréférentielle

Cette formation est pluridisciplinaire dans le sens où elle mobilise les apports théoriques et méthodologiques des sciences humaines et sociales dans leur diversité (sociologie, ethnologie, anthropologie, psychologie, sciences de l'éducation, histoire, géographie, économie, sciences de l'environnement, etc.).

Mais elle est aussi multiréférentielle car elle propose une lecture plurielle des approches et des modes de raisonnement des problématiques étudiées.

La formation proposée s'organise en trois étapes. Chacune nécessite une production écrite précise autour des pratiques expérimentales des étudiants et du thème de recherche abordé.

En règle générale, elle se déroule sur trois ans, mais dans certains cas et par validation des acquis, elle est réalisable en moins de temps.

## Objectifs de la formation

La formation DHEPS vise plusieurs objectifs :

- > Permettre à chacun de reconnaître, de valider et de valoriser ses acquis de l'expérience dans le cadre d'une démarche de recherche réalisée dans un contexte universitaire ;
- > Acquérir des connaissances théoriques et pratiques nouvelles ;
- > Mieux comprendre la complexité des pratiques et les obstacles à leur changement ;
- > Être capable de mettre en place des projets personnels et professionnels concrets ;
- > Être en mesure de rédiger un mémoire de recherche-action articulant une démarche de recherche et une démarche de pratique professionnelle et/ou bénévole.

Le DHEPS est sanctionné par la soutenance d'un mémoire qui, selon l'avis du jury, peut donner lieu à une candidature pour une inscription en troisième cycle universitaire (DEA, DESS, Mastère, etc.).

## Contenu de la formation

Le parcours de DHEPS comprend 1 080 heures de formation (540 heures d'enseignements et 540 heures de travaux dirigés de recherche).

Son encadrement pédagogique comprend une multitude de supports :

- > Des séminaires thématiques et méthodologiques préparant les bases théoriques de la recherche ;
- > Des ateliers méthodologiques permettant la conduite de la recherche-action ;
- > Des permanences rédactionnelles et des rencontres avec des personnes-ressources facilitant la recherche ;
- > Des appuis individuels d'un directeur de recherche accompagnant l'étudiant jusqu'à la soutenance finale du mémoire.

L'ensemble de ces moyens permet l'élaboration d'un programme et d'un contrat de formation réactualisés chaque année.

## Publics concernés

Le DHEPS s'adresse à toute personne ayant une expérience professionnelle et/ou bénévole confirmée notamment dans un des secteurs suivants :

- > éducation et formation ;
- > économie sociale et solidaire ;
- > travail social ;
- > développement ;
- > santé ;
- > entreprise ;
- > environnement ;
- > vie associative.

## Conditions d'admission

L'admission des candidats à cette formation suit plusieurs étapes :

- > constitution d'un dossier d'inscription qui sera présenté au Conseil pédagogique de l'université de référence (université membre du Réseau des hautes études des pratiques sociales, notamment Paris-III ou Rennes-II) ;
- > entretiens avec la direction pédagogique et des études ;
- > prise en charge – personnelle ou institutionnelle – de la formation. En l'absence d'entretien liée à l'éloignement, l'admission provisoire pourra se faire au vu du dossier et sur présentation éventuelle de pièces complémentaires.